À propos de gouvernance

Jean-Louis Chaléard

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/echogeo/15294>

DOI: 10.4000/echogeo.15294

ISSN: 1963-1197

Publisher

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Electronic reference

Jean-Louis Chaléard, "À propos de gouvernance", *EchoGéo* [Online], 43 | 2018, Online since 22 March 2018, connection on 23 August 2021. URL: <http://journals.openedition.org/echogeo/15294> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/echogeo.15294>

This text was automatically generated on 23 August 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

À propos de gouvernance

Jean-Louis Chaléard

- 1 La gouvernance est un thème débattu dans les travaux portant sur les politiques d'aménagement, de développement territorial voire de développement tout court, depuis trois ou quatre décennies, dans un contexte marqué par l'extension et l'approfondissement des politiques libérales. Elle est l'occasion d'un questionnement sur les différents acteurs et leur place dans les dispositifs d'action publique, alors que le pouvoir de l'État central reste fort mais est contrecarré par le rôle des unions politiques et/ou économiques supranationales (au premier rang desquelles l'Union européenne), l'intervention d'institutions internationales (type Banque mondiale qui prône la « bonne gouvernance »), le poids croissant des entreprises privées, la montée des revendications des sociétés civiles, la présence déterminante dans certains cas des ONG... Il nous a semblé important de nous intéresser à ce thème et si la présente livraison d'*ÉchoGéo* n'y est pas consacrée exclusivement, il s'agit bien de la question dominante que l'on trouve directement ou indirectement posée dans une majorité d'articles du numéro.
- 2 Le dossier de la rubrique *Sur le champ* porte sur la gouvernance « rurale », moins abordée que dans un contexte national ou urbain, au sein de la littérature scientifique. C. Bryant, professeur à l'Université de Montréal, dans son introduction, définit cette gouvernance qu'il distingue du gouvernement. Il souligne ses caractères et ses formes, dont les huit articles du dossier permettent d'approfondir certains points. La plupart des textes s'interrogent sur le concept même de gouvernance et sur la nouveauté de la situation actuelle. D.J. Douglas consacre sa contribution à en préciser le cadre théorique, analysant son évolution dans un monde rural marqué par la mondialisation, les formes locales ou déconcentrées de gouvernement, l'existence de communautés locales vivaces...
- 3 Il convient d'abord de souligner la diversité des modes de gouvernance selon les contextes ruraux, dont le dossier permet d'appréhender quelques aspects à travers les sept cas analysés. Les formes et les modalités de la gouvernance dépendent bien sûr des conditions locales. Dans les Pyrénées, les associations foncières pastorales, étudiées par L. Barthe et C. Eychenne, constituent une forme typique de gouvernance en région de

montagne, induisant de nouvelles formes de gestion collective. La proximité ou l'éloignement d'une grande ville influent également sur les activités et la gouvernance : ainsi, le développement du tourisme à la périphérie de Shanghai se fait à l'ombre de la grande métropole, comme le montre É. Véron.

- 4 La gouvernance change aussi avec le temps, suscitant de nouvelles interrogations. T. Ruf et M. Kleiche-Dray retracent l'histoire de la gestion de l'eau durant un siècle dans le Haouz de Marrakech, faite de confrontations des modèles entre pratiques coutumières héritées de la période coloniale, politiques publiques de grands barrages, exploitation individuelle de puits. Ainsi se juxtaposent, s'opposent ou se superposent différents réseaux, anciens et récents, eaux non régulées communautaires et systèmes individuels privés. De façon plus générale, beaucoup de campagnes ont dû s'adapter, tant bien que mal, au retrait récent de l'État. C'est le cas sur lequel se penchent L. Ryser, G. Halseth et S. Markey, en Colombie britannique (Canada), dans une région rurale autour de la petite ville de Kitimat, marquée par l'existence de grands projets industriels liés aux richesses naturelles. La nouvelle politique libérale y conduit à un déclin de l'implication du gouvernement central, une adaptation des institutions locales, notamment urbaines, qui s'ouvrent vers l'entrepreneuriat, et des communautés qui s'impliquent dans les projets de développement économique et social.
- 5 Souvent, le développement de nouvelles activités entraîne l'apparition de formes inédites de gouvernance par adaptation ou innovation des sociétés locales. Une des clefs de la réussite est alors la prise en main de cette gouvernance par les acteurs locaux. À Shanghai, É Véron relève le rôle et l'insertion des communautés en place dans le tourisme rural en plein essor. Dans le succès des associations foncières pastorales des Pyrénées L. Barthe et C. Eychenne soulignent le rôle essentiel de la proximité sociale et géographique. À l'inverse, la faible mobilisation des acteurs locaux pose problème. Les opérations *top-down* issues du pouvoir central connaissent une fortune souvent de courte durée en l'absence de reprise en main de leur gestion par les populations locales : à Guiguidou, dans le sud de la Côte d'Ivoire, J. K. Kotchi, Y. R. Ouattara-Coulibaly et G. K. N'guessan montrent qu'une opération de relance de la production rizicole venant des autorités nationales, avec le soutien de la coopération chinoise, a été une réussite dans un premier temps, mais a du mal à survivre au retrait de l'État. À Kitimat, l'action des associations locales est freinée par le manque d'implication des acteurs concernés (L. Ryser, G. Halseth et S. Markey).
- 6 On retrouve, dans l'ensemble des textes, des thèmes sinon communs du moins dominants. Les conflits entre acteurs sont au centre de nombreux cas analysés, avec des formes différentes selon les contextes. Ils surviennent souvent à propos de la gestion des ressources, et d'abord de la terre. Il peut alors s'agir d'une opposition entre deux logiques de gouvernance, l'une fondée sur les coutumes locales, l'autre sur le droit de type européen dit « moderne », issue en général de mutations récentes dans les activités économiques. Ainsi, dans le nord de la Côte d'Ivoire, à Tioroniaradougou, J. Aloko-N'guessan, M. A. Koffi-Didia et H. T. Coulibaly relèvent que le développement de nouvelles cultures commerciales arbustives pousse à une individualisation de la tenure en rupture avec les modes de gestion collectifs anciens de la terre. Dans les Pyrénées, la mise en place des associations foncières pastorales met en opposition la logique individuelle des propriétaires privés et le caractère collectif de gestion des espaces par les associations pastorales (L. Barthe, C. Eychenne). Les conflits peuvent

porter aussi, avec des problématiques proches, sur la gestion des ressources en eau, comme dans le Haouz de Marrakech (T. Ruf, M. Kleiche-Dray).

- 7 Enfin, la question de l'environnement est présente presque partout : dans le périmètre irrigué de Guiguidou, où les crues de la rivière ont amené l'abandon de certaines parcelles (J. K. Kotchi, Y. R. Ouattara-Coulibaly, G. K. N'guessan) ; autour de Kitimat, à cause de l'exploitation intensive des mines et des forêts (L. Ryser, G. Halseth et S. Markey). Dans le bassin versant du lac de Tota (Boyacá, Andes colombiennes), D. Leroy, A. M. Gutiérrez Malaxechebaría, J. M. Antoine et A. Angéliaume-Descamps montrent que la multiplication des activités (industrie, tourisme) et surtout l'agriculture intensive entraînent une pollution des eaux et une utilisation abusive des réserves (avec la multiplication des puits), interpellant les acteurs concernés sur la gestion de l'environnement dans un territoire marqué par les conflits d'usages.
- 8 La gouvernance n'est pas l'objet principal de l'article de la rubrique *Sur l'image*, mais celle-ci apparaît en toile de fond. A. Desille et Y. Morvan présentent le cas de la localité israélienne de Kiryat Gat fondée ex-nihilo sur les terres de villages palestiniens, non loin de Gaza. Les auteurs, à partir de clichés et d'entretiens recueillis de 2011 à 2016, reconstituent l'évolution de la ville et sa situation actuelle. Celle-ci est marquée à la fois par la présence de populations déshéritées, installées de force, et par la volonté de présenter une autre image en mettant en avant le secteur *high-tech* et la promotion immobilière. À travers les photographies, ce sont les enjeux d'un développement urbain qui sont analysés.
- 9 La rubrique *Sur le métier* donne la parole aux responsables du site *Géoconfluences* qui fête ses 15 années d'existence. J. Le Gall interroge trois autres responsables de la revue, J.-B. Bouron, M.-C. Doceul et S. Tabarly. Tous soulignent le succès du site de ressources scientifiques géographiques qui a pour mission de faciliter l'accès aux connaissances universitaires pour la formation continue des enseignants. En revenant sur son évolution, l'article aborde aussi les dessous du métier de géographe dédiés à la médiation scientifique et revient sur un thème bien connu à *ÉchoGéo*, celui de l'apport (sous certaines conditions) du numérique à la diffusion des savoirs.
- 10 S. Weber s'entretient dans *Sur l'écrit* avec H. Commenges à propos de la publication d'un *Dictionnaire passionnel de la modélisation urbaine*. L'association des termes de « modélisation » et de « passionnel » peut surprendre. Et c'est ce que H. Commenges essaie d'explicitier dans ses réponses, permettant de saisir l'originalité de la démarche à partir d'une réflexion sur la construction des modèles, leur usage et des entrées peu banales du dictionnaire comme « séduction ».
- 11 La rubrique *Sur le vif* s'est enrichie de trois nouveaux textes durant le premier trimestre de 2018. Ils touchent à des sujets variés, qui ont tous été sous les feux de l'actualité il y a peu de temps. B. Lebeau à propos de l'organisation des Jeux Olympiques de 2024, étroitement articulée aux aménagements du Grand Paris, pointe la conduite simultanée de projets ne partageant ni la même temporalité ni les mêmes modes de financement. C. Schmoll aborde la douloureuse situation des migrants en Méditerranée, par l'étude des enjeux géopolitiques, particulièrement pour l'Italie, mais aussi pour l'Union européenne, la Lybie, et les autres pays concernés, qu'ils soient points de départ ou d'arrivée. A. Dubresson et P. Gervais-Lambony s'interrogent sur la nature du changement de Président intervenue en Afrique du Sud en février 2018, signe d'une Afrique du Sud nouvelle par bien des aspects mais qui reste aussi héritée, en raison notamment des énormes inégalités socio-spatiales.

- 12 Ces trois textes, à des degrés divers, nous ramènent au thème de la gouvernance. L'article sur le Grand Paris et l'organisation des Jeux Olympiques aborde directement des problématiques de gestion et de politique urbaines. Les migrations en Sicile posent la question d'une gouvernance à l'échelle européenne ou méditerranéenne pour ne pas laisser seuls des régions ou des États face à des mouvements qu'ils ne peuvent contrôler et abandonner à leur sort des migrants dans leur traversée de la mer. En Afrique du Sud, on se situe dans un autre cas de figure, à travers l'analyse d'un changement de gouvernement sur fond de corruption et d'alliance entre milieux d'affaire et pouvoir en place. Ces exemples rappellent, s'il en était besoin, qu'au-delà d'un dossier *Sur le champ* qui se focalise sur le monde rural, les problèmes de gouvernance se posent de multiples façons et à tous les niveaux.